

# ABDELAZIZ BELKHADEM DEVANT LE COMITÉ CENTRAL DU FLN : «État d'alerte pour les prochaines élections»

**Le Front de libération nationale prépare, d'ores et déjà, les prochaines élections législatives et locales. A une année du rendez-vous électoral, le parti majoritaire met sur pied les instruments de campagne pour «une bataille qui sera très rude», selon Abdelaziz Belkhadem.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le secrétaire général du FLN ne s'en cache pas. Ces échéances électorales de 2012 sont déterminantes à bien des égards. «Le parti se doit de mettre en état d'alerte, dès aujourd'hui, toutes ses structures, toutes ses forces» en prévision de ces élections.

Il faut dire que l'enjeu est crucial : le parti qui gagnera en 2012 aura un atout de taille, lors des présidentielles qui suivront. Belkhadem, dont l'ambition de succéder à Bouteflika, ne fait plus mystère, ne l'ignore pas. C'est d'ailleurs le sujet dominant les travaux de la session du comité central du parti, ouverts hier samedi et qui se poursuivront jusqu'à demain, à l'hôtel Mazafran, à Zéralda. Une session qui se prononcera aussi sur les chantiers de réformes politiques et la situation organique du parti.

Dans une allocution d'ouverture fleuve, Belkhadem, sans doute inspiré par la forte présence, 323 membres sur les 350 que compte le comité central, évoquera en des termes clairs le mouvement de redressement. «Nous vivons une situation qu'aucun militant ne peut admettre, consistant en l'émergence de voix appelant à la division dans les rangs du parti. Je leur dis que le cadre approprié pour faire connaître ses revendications n'est ni les colonnes de la presse, ni les communiqués ou les rumeurs, mais c'est ce cadre-là, qu'est le comité central.

C'est ici, avec vous (les membres du comité central, ndlr) que toutes ces questions seront tranchées, conformément aux statuts et au règlement intérieur.»

Une menace à peine voilée de faire actionner la commission de discipline à l'encontre des meneurs du mouvement de redressement.

Car, pour Belkhadem, le temps est «à la préparation des prochaines élections qui ne seront vraiment pas faciles». Il annonce d'ailleurs l'installation «dans les jours à venir d'une structure de préparation de ces élections». De même qu'un groupe de travail, composé d'experts chargés d'étudier les comportements sociologiques de l'électeur et dont les conclusions seront envoyées à l'ensemble des mouhafadhas.

Belkhadem en appelle aussi aux organisations estudiantines affiliées aux partis «de prospecter parmi les étudiantes» pour pouvoir présenter des listes contenant 30% de femmes au moins. «Car le poids des traditions dans certaines régions du pays rend la chose extrêmement difficile.»

## «L'invitation du Maroc par les pays du Golfe vise l'Algérie»

Au sujet des réformes politiques annoncées par Bouteflika, c'est simple : Belkhadem en revendique la paternité. «Nous considérons, au FLN, que ces réformes-là, et leur annonce, nous sont destinées en premier lieu en ce sens que nous étions les premiers à les revendiquer.» Le chef du FLN et ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, insistera sur ce point.

«La révision en profondeur de la Constitution, les lois sur les partis, les élections et l'information, le code de la commune et de wilaya,



Photo : Samir Sid.

la femme, tous ces points, nous les avons demandés depuis 2008. Nous avons même installé des groupes de travail composés de cadres du parti et d'experts. Cela nous avait d'ailleurs valu une féroce campagne de presse.» S'estimant bien en position de force, il enchaîne, offensif, avec «les événements de janvier dernier».

Pour lui, «il s'agissait d'un mouvement d'essence sociale que certains ont tenté d'exploiter pour balancer à nouveau l'Algérie dans une spirale de violence.

Certes, certaines franges de la jeunesse ont suivi ce mouvement mais les mesures urgentes et importantes prises pour stabiliser le marché ont remis les contestations dans leur nature sociale». Il n'omettra pas, ensuite, de s'en prendre «à certaines chaînes satellitaires et ceux qui se sont érigés en de prétendus analystes

et spécialistes de l'Algérie, et qui prévoyaient le chaos dans notre pays dans le sillage de ce qui s'était passé dans le monde arabe. Ces gens-là feignent d'oublier que l'Algérie ne vit pas dans la répression et la privation des liberté et qu'elle a entamé des changements radicaux depuis deux décennies».

Cela dit, la transition était trouvée pour évoquer la brûlante question libyenne. «Nous refusons l'ingérence étrangère en Libye et nous estimons que les mesures adoptées à ce jour ne vont pas dans ce sens.» Pour le ministre d'Etat, même s'il s'exprimait en sa qualité de SG du FLN, «nous craignons que ce qui se passe en Libye soit un épisode d'une longue série qui a commencé au Soudan et que seuls les auteurs de ce plan horrible savent où elle s'arrêtera». Mais le tir le plus ciblé sera destiné au Maroc

et aux pays du Golfe. «Il se pourrait que l'invitation surprenante et étrange lancée par le Conseil de coopération du Golfe en direction de nos frères au Maroc ne soit qu'un autre épisode qui vise à inciter l'Algérie à détourner son regard de ce qui se passe sur ses frontières Est.

Qu'ils sachent que les Algériens n'oublieront jamais leurs frères libyens avec qui nous partageons le voisinage mais aussi des liens de sang, d'histoire et de religion.» Cette attaque en règle de Belkhadem vient après celle, tout aussi claire, d'Ahmed Ouyahia accusant le Maroc de vouloir impliquer l'Algérie dans le conflit libyen.

A préciser que le Conseil de coopération du Golfe a officiellement invité le Maroc à y... adhérer.

K. A.

## LA CNCD MAINTIENT SON RASSEMBLEMENT À ALGER

### Pour le changement du système algérien

Les Algérois se sont habitués, depuis des mois, à la même scène qui se répète tous les samedis matin. Une scène qui fait, désormais, partie de leur week-end. Ali Yahia Abdenmour, président d'honneur de la CNCD (Coordination nationale pour le changement et la démocratie) et ses amis sont là, comme d'habitude, en face du rond-point la Concorde, à quelques mètres de l'hôpital Mustapha-Pacha, encerclés par les policiers qui leur interdisent d'avancer, de marcher. Pour les étrangler. Pas de banderoles, pas d'étendards, juste un groupuscule de militants. D'autres agents de l'ordre forment une rangée qui empêche l'accès à l'hôpital aux manifestants.

En tout, un peu plus d'une dizaine de personnes s'est rassemblée hier, une nouvelle fois, pour exiger le changement. Le changement du pouvoir. Pour faire pression, le groupuscule crie des slogans hostiles au pouvoir, les policiers réagissent, ils resserrent leur lien, leur cercle et assiègent de plus belle les protestataires, à peine visibles dans le bruit de la capitale. Par curiosité, des badauds s'arrêtent pour suivre l'événement, rendant ainsi plus difficile la tâche des journalistes, des photographes et des policiers.

Irane Belkhedim

## SMAIL HAMDANI AU SUJET DES CONSULTATIONS : «Aucune position n'est condamnable»

**Smaïl Hamdani porte un regard positif sur les consultations politiques en cours. Il considère qu'il faut respecter tous les avis, y compris de ceux qui refusent d'y prendre part ou de ceux qui y prennent part tout en étant critiques. Il se pose en observateur, certifiant n'avoir aucune ambition politique.**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)**- L'ancien chef du gouvernement était hier sur les ondes de la Chaîne III, l'occasion pour lui d'expliquer dans les détails sa vision de ce que devraient être les réformes politiques.

Considérant son passé politique derrière lui et adoptant la posture de l'observateur, Smaïl Hamdani expliquait hier qu'il «n'attendait rien» en retour de sa participation, affirmant qu'il était primordial de respecter l'ensemble des positions de ceux qui prennent part aux consultations tout comme ceux qui les boudent. L'observateur qu'il est se dit convaincu que le chef

de l'Etat est bien décidé à mener les réformes. «J'ai accepté l'invitation pour la raison suivante : j'ai lu et relu ce qu'a dit le président et j'ai acquis la conviction qu'il voulait agir dans le sens du changement.

Il aurait pu dire voilà les réformes que je veux faire ou écouter les autres. Il a choisi la deuxième voie, moi j'aurais préféré la première car c'est plus précis», expliquait-il hier mais, précise-t-il, la voie choisie n'est pas mauvaise. Elle permet de faire un tri parmi les propositions.

Lui-même en a fait plusieurs dans le sens de la limitation des mandats

électifs et de la nature du régime notamment. Smaïl Hamdani considère que l'alternance au pouvoir est une nécessité car, dit-il, «deux mandats de cinq ans chacun, c'est déjà beaucoup, on ne peut pas rester au pouvoir éternellement» et d'ajouter qu'il est nécessaire d'introduire la notion de «pouvoir et de contre-pouvoir».

Plus explicite, il estime qu'il faut «une présidence qui ne soit pas gestionnaire des affaires quotidiennes et une Assemblée qui ait un contrôle mais pas tout le contrôle.

J'estime que le président dans notre système incarne la nation, il a des charges lourdes et doit avoir un large consensus. Et la gestion du quotidien, elle, doit être laissée au gouvernement».

Répondant à une question relative au processus

démocratique, Smaïl Hamdani considère que la démocratisation n'a pas commencé en 1988, mais bien avant.

«Octobre 88 a été une étape, même si on ne l'a pas senti comme il le faut.» Que pense l'invité de l'émission «Politique» des élections ? «Il faut traiter de la crédibilité des élections. Ce sont les électeurs et les partis qui doivent y veiller. Il faut des urnes transparentes, des observateurs.»

Que pense-t-il des partis non représentatifs ? Catégorique, il estime qu'«il faut régler leur sort, il faut fermer les portes à ceux qui n'ont plus de poids, ni élus» au moment où, dit-il, «l'opposition politique doit se considérer comme une partie de l'organisation politique du pays, elle donne une plus grande pluralité».

N. I.